

# Conférence de presse conjointe de MM. Nicolas Sarkozy, Président de la République, et David Cameron, Premier ministre du Royaume-Uni, sur les relations franco-britanniques, la situation en Libye et en Syrie et sur les questions européennes, à Paris le 17 février 2012.

LE PRÉSIDENT - Mesdames et Messieurs, d'abord je voudrais dire, au nom de François FILLON, des membres du gouvernement qui sont ici présents, la chaleureuse bienvenue à nos amis britanniques, David CAMERON et la délégation qui l'entoure. Je crois que c'est sa huitième visite en France depuis qu'il est Premier ministre, David CAMERON.

Les relations franco-britanniques sont excellentes. Nous avons des domaines de prédilection dans cette coopération. D'abord, la France et la Grande-Bretagne ont fait un choix absolument stratégique, qui est le choix du nucléaire, de l'énergie nucléaire. Notre coopération est vraiment au beau fixe. Nous allons la développer à la fois sur le plan civil et sur le plan militaire, à la suite du traité de Lancaster House.

Deuxième sujet majeur de coopération entre nos deux pays : la défense. Il faut bien dire que la Grande-Bretagne et la France portent l'essentiel de l'effort de la politique de défense de l'Europe, restant chacun souverain dans son pays. Mais nos amis britanniques ont une grande armée, une grande tradition militaire et la France également. Nous travaillons ensemble.

Troisième domaine de prédilection, l'ensemble de la politique étrangère. Je veux redire ici, et croyez bien que je le dis sincèrement, que je veux rendre hommage au courage du Premier ministre britannique. Lorsqu'il s'est agi d'affronter la crise libyenne, David CAMERON, dès la première minute, a été convaincu qu'il fallait agir et qu'on ne pouvait pas laisser un dictateur sanglant continuer à martyriser son peuple. Et cela a donné lieu à toute l'opération en Libye et au succès que l'on connaît. Mais aujourd'hui, parlant sous le contrôle d'Alain JUPPÉ, sur le dossier syrien -- le scandale syrien, parce que c'est un scandale qu'un dictateur puisse massacrer son peuple --, le dossier iranien, la question afghane, nous avons vraiment une grande identité de vues et, en tout cas, une volonté commune de faire que les démocraties ne subissent pas le diktat des dictatures dans leurs pays.

Il y a eu, par ailleurs, des sujets de différence entre nous, qui sont des sujets d'ailleurs traditionnels, qui tiennent aux positions traditionnelles de la France et de la Grande-Bretagne s'agissant de l'Europe. Nous sommes d'ailleurs en train d'organiser les choses de façon à pouvoir nous retrouver. Je suis convaincu que l'Europe a besoin de la Grande-Bretagne, et j'en suis convaincu depuis bien longtemps. Nous sommes en train de mettre en place avec David CAMERON des méthodes de travail qui vont permettre de réduire les différences, de comprendre les lignes rouges de chacun : le marché unique pour nos amis britanniques, la réactivité de la zone euro pour nous, les Français. Et nous sommes en train de conduire une organisation qui permettra à la Grande-Bretagne et à la France, sans doute en accord avec nos amis allemands, la Chancelière MERKEL, et peut-être aussi avec nos amis italiens, de mieux prendre en compte les problèmes des uns et des autres pour faire en sorte que nous regardions l'avenir, avec nos spécificités, dans la même direction.

Voilà David, bienvenue en France. On est heureux de te recevoir, toi, les ministres de ton gouvernement et on te félicite pour tous les efforts que tu fais dans une période qui est bien difficile pour tous ceux qui sont aux responsabilités. Mais enfin, pour l'essentiel, nous partageons beaucoup de convictions en commun.

M. DAVID CAMERON - Merci beaucoup Nicolas pour ce chaleureux accueil. Je suis très heureux d'être de retour à Paris. Comme tu l'as dit, c'est ma huitième visite depuis que je suis Premier ministre, mais je me suis rendu à Paris plus souvent que dans n'importe quelle autre capitale au cours des deux dernières années, à l'exception de Bruxelles, mais Bruxelles, c'est un peu à part. Nous avons eu des échanges fructueux, bons sur un certain nombre de questions internes, internationales, la défense et j'ai également eu la chance de pouvoir souhaiter bonne chance à mon ami dans la bataille qu'il doit livrer.

Nous sommes un an après le début de la révolution en Libye et je suis absolument convaincu que, sans le leadership de Nicolas SARKOZY, nous n'aurions pas aujourd'hui en Libye un peuple libre de disposer de son avenir. Et je n'oublierai jamais ce jour, lorsque nous nous sommes réunis avec Hillary CLINTON et d'autres, ici même, et votre avion avait décollé, vous aviez entrepris cette action courageuse pour arrêter KADHAFI qui avait entrepris de tuer les gens à Benghazi, ces personnes qu'il qualifiait de rats. Et nous avons combiné l'action britannique, française et américaine mais c'est dans une très large mesure le leadership de Nicolas SARKOZY qui a fait la différence pour donner à ces gens une chance de liberté. C'était un privilège, un plaisir et un honneur de travailler avec vous, avec toi, sur ce sujet.

Je dirais que lorsque l'on regarde les questions de politique étrangère et de défense, dont nous avons parlé aujourd'hui, je ne crois pas que nous ayons jamais eu une coopération aussi étroite depuis la Deuxième Guerre Mondiale, non seulement en Libye, mais également sur la Syrie, l'Iran, la Somalie et également sur la coopération en matière de défense dont nos équipes ont parlé aujourd'hui. En Syrie, nous voulons l'un et l'autre que les amis de la Syrie se regroupent, s'établissent et que la réunion de Tunis soit un succès. On envoie également des rations pour aider 20 000 personnes en Iran. L'annonce a été faite en Iran. Je pense que le leadership en Europe de la France, de l'Allemagne, de l'Italie, du Royaume Uni s'est traduit par l'embargo mis en place. Tout cela va faire une différence et mettre une réelle pression sur le gouvernement iranien. Je me réjouis d'accueillir le ministre des Affaires étrangères, Alain JUPPÉ, à la conférence sur la Somalie, la semaine prochaine, à Londres. Avec le Président SARKOZY, nous nous sommes mis d'accord pour mettre en place des mesures au moyen de la MISSOM dans ce pays qui est très affecté.

La coopération sur la défense est aujourd'hui réelle. Elle est substantielle, elle fera une différence en termes de capacité militaire de la France et du Royaume Uni. Nous avons la même puissance et nous avons des forces armées équivalentes. Sur tous les sujets dont nous parlons, il s'agit essentiellement de nouvelles capacités d'investissement dans le programme des drones. Il s'agit également d'optimiser les capacités existantes et nous combinerons ce dont nous disposons. Il s'agit également d'être opérationnels, de pouvoir agir ensemble. Et puis, il s'agit de couvrir le sujet le plus sensible en matière de défense, le nucléaire. C'est une réelle avancée au cours de ces deux dernières années à laquelle nous sommes parvenus dans ce domaine. Bien entendu, comme le Président SARKOZY l'a dit parfois, nous avons des désaccords sur certaines questions européennes, mais pas nécessairement entre deux individus et il s'agit de différences entre l'approche britannique et l'approche française, et il nous faut le comprendre. Mais notre coopération économique est très forte. La France est le premier bénéficiaire des investissements britanniques en Europe et réciproquement. Nous voulons l'un et l'autre une bonne croissance en Europe. Nous voulons une zone euro stable et la coopération dont nous parlons aujourd'hui sur l'économie est réelle et nous voyons qu'elle bénéficie à nos deux pays.

L'accord entre Rolls-Royce et AREVA annoncé aujourd'hui dans le domaine de la fourniture nucléaire représente 1 500 nouveaux emplois au Royaume-Uni et d'importants investissements. Au Sud-Ouest de notre pays, une nouvelle usine sera construite et fera partie du réseau nucléaire. Nous voyons véritablement deux pays qui se sont engagés à travailler ensemble. Deux pays qui

veulent voir de la croissance, qui veulent voir des succès et qui sont engagés au sein d'une excellente relation.

Merci beaucoup, Nicolas, pour ton accueil, pour ces échanges et nous suivrons ta campagne dans les semaines à venir. Et, comme je te l'ai dit, je te souhaite le meilleur.

LE PRÉSIDENT -- Merci. Peut-être nos amis de la presse britannique, pour commencer.

QUESTION -- Merci beaucoup, Monsieur le Président, Monsieur CAMERON. Vous avez mené une guerre ensemble il y a un an, et puis on pourrait penser que parfois vous avez été en guerre l'un contre l'autre. Les relations ensemble semblent s'être améliorées. Puis-je poser la question au Président SARKOZY ? On dit que Mme Angela MERKEL va mener campagne pour vous, souhaiteriez-vous également que M. CAMERON mène campagne pour vous ? Est-ce que cela vous aiderait ou cela poserait-il un problème ?

M. DAVID CAMERON -- La force d'une relation, c'est lorsque l'on peut avoir des désaccords mais finalement parvenir à travailler ensemble sur tous les sujets sur lesquels nous sommes d'accord. Quand on regarde en détail ce que la France et le Royaume Uni font ensemble en termes de coopération en matière de défense, pas uniquement pour construire, fabriquer de nouveaux drones, mais sur tous les sujets, les dossiers sensibles, y compris le nucléaire. Je crois que ceci montre à quel point notre relation est forte et quels sont les intérêts que nous partageons. Nicolas et moi avons travaillé ensemble, pas uniquement depuis deux ans, depuis que je suis Premier ministre. Nous nous sommes rencontrés lorsqu'il a été élu président. Nous nous étions retrouvés à Londres, nous avons parlé de politique, d'économie, d'Europe. Et tout au long de ces années, je pense que c'est une relation qui est suffisamment forte pour surmonter toutes les petites difficultés qui peuvent, de temps en temps, survenir. C'est ce que font les hommes et les femmes politiques et c'est ce que font les amis ensemble.

Permettez-moi de répondre à la question sur les élections. Comme je l'ai dit, j'admire le courage, le leadership du Président SARKOZY. Je pense qu'il a fait énormément de choses pour son pays et la suite, il appartiendra au peuple français d'en décider. Mais je souhaitais dire tout cela. Je ne suis pas sûr pour autant que si je me manifestais dans la campagne en France, cela aurait les effets escomptés par mon ami.

LE PRÉSIDENT -- Moi, vous savez, Madame, dans la période présente, qu'il y ait plus de gens qui disent du bien de moi que du mal, cela ne me gêne pas ! Par ailleurs, j'aime beaucoup, vous le savez, j'ai toujours été convaincu de l'importance de la Grande-Bretagne. J'ai toujours pensé que l'Entente cordiale devait devenir l'Entente amicale. David CAMERON, c'est un homme courageux. C'est commode de travailler avec un homme courageux, parce que l'on sait où sont ses lignes rouges. Je n'ai pas besoin de parler longtemps avec lui pour connaître la nature des spécificités de la Grande-Bretagne. Cela a commencé avant lui et cela durera après. Mais ce que l'on essaye de faire, c'est rapprocher les points de vue. Oui, nous avons eu des différences, mais peut-être qu'à la place de David, j'aurais défendu les intérêts de la Grande-Bretagne, comme il les a défendus. C'est notre rôle à tous les deux, mais jamais, jamais, il n'y a eu d'opposition personnelle. Qu'un chef de gouvernement ou qu'un chef d'Etat défende les intérêts de son pays, il est là pour cela et qu'il essaie de faire comprendre aux autres les intérêts vitaux tels qu'il les conçoit, il est là pour cela.

Je vous le dis, sur l'Europe, je crois que l'on a trouvé quelque chose qui est intéressant, sur lequel on va travailler. David CAMERON est très attaché au marché unique et à ce que les Anglais soient associés à la bonne marche du marché unique. Et nous, nous sommes attachés à ce que la zone euro puisse décider plus rapidement, compte-tenu des contraintes spécifiques que nous avons à surmonter. Voilà, je pense, que l'on va pouvoir rapprocher les choses.

Enfin, quand il a fallu faire face à des crises internationales, David CAMERON et moi-même, on a toujours été ensemble et parfois même seuls. Quand on a voulu se porter au secours de la population libyenne, je vous prie de croire qu'au Conseil européen, nous avons défendu cette position tous les deux. Il n'y avait pas beaucoup de gens qui étaient de notre côté, pas beaucoup. Et quand il a fallu intervenir pour éviter le massacre de Benghazi, on comptait sur les doigts d'une main ceux qui étaient prêts à passer des discours aux actes et c'est cela qui compte. Pour le reste, il y a des sujets et l'on va continuer à travailler. Le soutien de David CAMERON,

moi, cela me fait plaisir.

QUESTION -- Manifestement, vous avez retenu les leçons et vous avez appris à travailler ensemble dans le cadre de la Libye, mais comment appliquer tout cela à la Syrie et comment sortir de l'impasse diplomatique au Conseil de sécurité ? Il semble que beaucoup sont dans une situation de blocage. Il y a de nombreux morts en Syrie, alors que l'on continue à parler pour voir comment aider ces personnes sur le terrain.

M. DAVID CAMERON - Ce qui se passe en Syrie est terrible. Le gouvernement massacre sa propre population et c'est absolument horrible. Il faut que le monde prenne autant de décisions que possible, mais comme on vous l'a dit, les circonstances sont différentes en Syrie de ce qu'elles étaient en Libye. Nous avons une autorisation d'usage de la force par le Conseil de sécurité. La Ligue arabe voulait une action. Il y avait tout un tas de circonstances qui étaient différentes et qui ont rendu l'intervention nécessaire, possible juridiquement, et juste.

Les circonstances sont différentes en Syrie. Cela ne veut pas dire qu'il ne faut rien faire et que l'on ne peut rien faire. Il faut prendre toutes les initiatives possibles et il faut mettre le maximum de pression sur le régime d'EL-ASSAD pour mettre un terme à cette boucherie. Il y a eu le vote de l'Assemblée générale des Nations Unies et il y a le groupe des amis de la Syrie, que nous allons rencontrer en Tunisie et il y a toute une série de sanctions mises en place par l'Union européenne et le travail que nous faisons avec l'opposition -- et nous travaillons de très près avec nos collègues français pour voir comment aider l'opposition -- et il y a l'aide humanitaire et l'assistance humanitaire que j'ai annoncées aujourd'hui. Est-ce suffisamment ? Non, il faut continuer à travailler, à réfléchir avec nos alliés et à nous demander ce que nous pouvons faire de plus pour aider la transition à se matérialiser dans ce pays, pour mettre un terme à cette dictature brutale, et donner à ce peuple une chance de plus de stabilité à l'avenir. Je ne suis pas satisfait. Je ne pense pas que nous ayons fait tout ce qui pouvait être fait jusqu'à présent, mais il faut que l'on continue à travailler très dur avec nos amis, nos alliés, et notamment dans la région, pour pouvoir faire tout ce qui est possible.

QUESTION -- Pour poursuivre ce que vous disiez à l'instant, Monsieur le Premier ministre, aller plus loin pour essayer de faire en sorte que les choses changent en Syrie, cela veut dire quoi ? Quelles sont les pistes, quelles sont les actions concrètes que vous pourriez prendre aujourd'hui ? La question s'adresse à vous aussi, bien sûr, Monsieur le Président, pour faire en sorte que les choses évoluent en Syrie ?

J'ai une deuxième question, si vous me le permettez, pour vous, Monsieur le Président. Vous avez fait à de nombreuses reprises, ces derniers jours, ces dernières semaines, référence au modèle allemand : y a-t-il pour vous matière à inspiration dans le modèle britannique, et si c'est le cas, sur quel sujet ?

LE PRÉSIDENT -- Aller plus loin, sur la Syrie, je vois deux domaines. D'abord, il y a la réunion de Tunis où Alain JUPPE représentera la France et coprésidera cette réunion avec le ministre des Affaires étrangères turc. Aller plus loin, me semble-t-il, c'est deux choses : d'abord renforcer les sanctions, non pas contre le peuple syrien, mais contre les dirigeants.

Deuxièmement, réfléchir à ce que nous pouvons faire pour aider l'opposition au régime de Bachar EL-ASSAD à s'unir et à porter une alternative crédible, comme l'a très bien dit David CAMERON. Le principal obstacle -- il faut dire les choses comme elles sont -- n'est pas simplement le blocage de tel ou tel pays aux Nations Unies. Mais nous ne pouvons pas faire la révolution libyenne sans les Libyens et nous ne pouvons pas faire la révolution syrienne -- révolution, vous comprenez dans quel esprit je le dis -- sans que l'opposition actuelle en Syrie ne fasse l'effort de rassemblement, d'organisation, pour que nous puissions davantage les soutenir.

Nous, nous n'accepterons pas qu'un dictateur puisse massacrer son peuple. Mais la révolution ne sera pas portée de l'extérieur et elle sera portée de l'intérieur. Cette révolution-là, en Syrie, comme ailleurs, comme partout dans le monde, comme en Tunisie, comme en Egypte, comme en Libye. C'est la leçon que nous avons retenue, me semble-t-il, des derniers événements. Nous sommes prêts à faire davantage, mais nous disons à tous ceux qui veulent la démocratie en Syrie : « organisez-vous, rassemblez-vous, dites-nous comment nous pouvons vous aider, et nous vous

aiderons davantage ».

Je crois qu'il faut tenir ce discours. Nous n'aurions jamais pu faire en Libye ce que nous avons fait, si nos amis du CNT, si les habitants de Benghazi ne s'étaient pas soulevés. Loin de moi l'idée de dire qu'en Syrie, ce n'est pas ce qu'ils ont fait, et dans des conditions d'un courage extraordinaire.

Sur votre deuxième question, en Europe, nous avons tous à apprendre les uns des autres. Moi, j'admire chez les Britanniques cette capacité à être fidèle à son histoire et à ses traditions et à épouser la modernité et cette certitude que le mode de vie, la tradition, l'identité britanniques ne sont comparables à aucun autre et, en même temps, avoir une langue -- la langue anglaise -- qui est partout dans le monde reconnue comme la deuxième langue du monde et cette capacité extraordinaire. La question, c'était : « qu'est-ce que vous admirez ? ». Je trouve que c'est assez exceptionnel : se sentir aussi anglais, aussi spécifique et, en même temps, avoir porté sa langue comme une des grandes langues du monde, garder ses traditions, épouser la modernité.

Et puis, quand-même, il y aura un certain nombre d'événements en 2012 qui concerneront nos amis anglais. L'organisation des Jeux olympiques et paralympiques à Londres nous donnera l'occasion, pour une fois, d'aller aux Jeux olympiques sans faire un trop long voyage. Et puis je pense, bien sûr, au jubilé de diamant de la reine Elisabeth II, dont je me souviens avec émotion de l'accueil lors de ma visite d'Etat en 2008, et que je tiens à saluer avec respect. C'est cela aussi les Britanniques, acharnés à défendre la place financière de la City, très conquérants pour toutes les nouvelles technologies et, en même temps, tellement unis pour célébrer ce jubilé de diamant. C'est sans doute cela un pays fort, un grand pays, un pays qui ne renie pas sa tradition et qui épouse la modernité. S'il y avait une voie pour nous, les Français, peut-être que c'est le point qui nous rapproche le plus des Anglais, cette longue histoire dont nous sommes si fiers, que nous ne tenons pas trop à partager avec les autres, et cette volonté d'épouser la modernité. Voilà un point commun entre nos deux nations.

QUESTION - J'ai une question sur le traité de Lancaster House. Dans quelle mesure les projets qui naissent et qui naîtront de cette coopération -- je ne parle évidemment pas de la partie nucléaire -- sont-ils ouverts ou non aux autres pays européens ? On entend souvent dire, en France en tout cas depuis un an, que la porte n'est pas fermée aux Allemands notamment, mais cela sera sous leadership franco-britannique. Est-ce que c'est bien le point de vue que vous partagez ? Est-ce qu'il est possible d'avoir chacun votre réponse ? Merci beaucoup.

M. DAVID CAMERON -- Merci. Je pense que sur la question du nucléaire, qui est, bien sûr, sensible et très importante, la France et le Royaume-Uni travaillent ensemble. En ce qui concerne le reste, il y aura des opportunités d'encourager d'autres à participer à ces travaux, mais je crois qu'il faut garder à l'esprit que la France et le Royaume-Uni, ensemble, représentent à peu près la moitié de toutes les dépenses militaires de l'OTAN. Nous avons des forces armées similaires et nous avons des ambitions similaires et nous voulons, dans les deux cas, améliorer notre capacité, avoir des capacités plus modernes tout en ayant des budgets raisonnables. C'est la raison de cette coopération mais, bien sûr, il y aura pour certains de ces programmes des opportunités de faire participer d'autres pays.

LE PRESIDENT -- Pour le nucléaire militaire, on ne peut pas être ouvert aux autres en Europe, puisque, comme vous le savez, c'est une affaire britannique et française. Mais c'est déjà historique la coopération entre ces deux pays pour le nucléaire militaire. C'est un choix structurant qui a été fait.

Pour les autres projets, compte-tenu des contraintes financières qui sont les nôtres, d'un côté ou de l'autre de la Manche, si d'autres pays veulent participer financièrement à nos projets, c'est ouvert. Mais je vais même plus loin, en parlant sous le contrôle de Gérard LONGUET, si on peut sur certains sujets -- je pense notamment aux drones -- trouver d'autres collaborations avec d'autres pays qui peuvent être intéressés pour participer au financement, nous le ferons et nous travaillons d'ores et déjà dessus. Vous imaginez technologiquement ce que représentent les projets que nous portons. Si d'autres pays ont la même volonté et veulent alléger le poids du fardeau financier, nous leur disons : « bienvenue ». Simplement, nous sommes pragmatiques,

D. J. CAMERON

David CAMERUN et moi-meme   nous voulons que cela avance. Et la seule ligne rouge que nous posons : nos projets sont ouverts aux autres,   condition qu'ils veuillent aller   la même vitesse que nous.

Merci   tous.